

Document

La France suspectée de vouloir utiliser la FINUL contre la Résistance libanaise

(<http://www.voltairenet.org/fr>)

10.07.2010

Des incidents ont opposé les villageois de Khirbit Silm et de Touline aux soldats français de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), les 29 juin, 3 et 4 juillet 2010.

Les habitants de ces deux localités du Sud du pays ont protesté lorsque des casques bleus sont entrés dans leur village pour y réaliser des manoeuvres à l'insu de l'armée libanaise. Selon eux, les soldats auraient agi en dehors du mandat onusien, pris des photographies, posé des questions pour identifier des membres de la Résistance, et violé des propriétés privées.

Le scénario de l'exercice de la FINUL imaginait une attaque à la roquette contre Israël par le Hezbollah et la défense de l'Etat hébreu par la FINUL.

Le ministre français de la Défense, Hervé Morin, a récemment déclaré vouloir modifier les règles d'engagement de la FINUL, y incorporer une unité de type GIGN pour perquisitionner les habitations des présumés membres de la Résistance afin d'y saisir des armes.

Les villageois, armés de bâtons et de pierres, ont blessés deux soldats.

Un porte-parole du Hezbollah, Ammar Moussawi, a déclaré que les provocations de la FINUL et les incidents qui ont suivi visaient à placer l'armée libanaise en porte à faux ; une manipulation qui a échoué.

L'armée libanaise a déploré que les membres de la FINUL aient agi sans concertation avec elle, et leur a garanti sa protection. Le chef d'état-major a révélé que les soldats français de la FINUL avaient reçu une demande israélienne de perquisitionner des maisons de membres du Hezbollah. Il a réaffirmé que la défense du Liban passait par la coordination entre son armée et sa Résistance.

Une personnalité proche de la Résistance a déclaré au journal *As-Sharq al-Awsat* que ces événements s'inscrivaient dans un plan français d'ingérence.

Le Conseil de sécurité a adopté, le 9 juillet 2010 une déclaration, lue par sa présidente, pour réaffirmer la mission de la FINUL. Ce texte a été rédigé par la France.

Recevant le Premier ministre libanais Saad Hariri à l'Élysée, le président français Nicolas Sarkozy l'a mis en garde face à la situation au Sud du Liban.